

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2004/27119]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon mettant fin à la procédure de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Visé (Lanaye) et adoptant définitivement la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé (planches 34/6N, 34/6S et 34/7N)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège, notamment modifié par les arrêtés du Gouvernement des 18 juillet 1996 et 1^{er} avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur de Liège et adoptant l'avant-projet de modification de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Visé (Lanaye) et de la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé (Lixhe) (planches 34/6N, 34/6S et 34/7N);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Visé (Lanaye) et de la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé (Lixhe) (planches 34/6N, 34/6S et 34/7N);

Vu les réclamations et observations, émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée à Visé entre le 7 octobre 2003 et le 20 novembre 2003, qui portent sur les thèmes suivants :

- les grandes options publiques macro-spatiales d'aménagement régional au sein du territoire de référence et la notion de développement durable;
- la contestation de la pertinence du projet, de son impact économique et des emplois qu'il est susceptible de générer;
- l'utilisation de la voie d'eau;
- la mise en œuvre de la zone;
- le développement du tourisme;
- les monuments et sites classés;
- l'impact sur les biens matériels et patrimoniaux;
- la mobilité et l'accessibilité au site;
- l'impact du projet sur la fonction agricole;
- l'impact paysager et les effets sur la faune et la flore;
- le régime des eaux;
- les nuisances et les effets sur la cadre de vie et la sécurité des habitants;
- la coopération internationale et régionale;

Vu l'avis défavorable du conseil communal de Visé en date du 17 décembre 2003;

Vu l'avis défavorable relatif à la révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Visé (Lanaye), d'une zone agricole, d'un périmètre de réservation pour un tracé routier d'accès à la zone et de la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé (Lixhe), émis par la CRAT le 12 mars 2004;

Vu l'avis défavorable rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a dès lors considérée comme complète;

Considérant que le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de qualité médiocre; qu'il déplore le manque d'une évaluation objective des besoins, des affirmations trop peu étayées, parfois peu crédibles, et, d'une façon générale, une prise en compte insuffisante des éléments qui paraissent s'opposer à la réalisation du projet;

Adéquation du projet aux besoins

Considérant que l'objectif initial du Gouvernement était de répondre, à bref délai, aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique, estimés à l'horizon 2010;

Considérant que, sur la base d'un rapport établi le 23 novembre 2001 par la DGEE et de l'analyse qu'il en a faite, le Gouvernement a, par son arrêté susdit du 18 octobre 2002, considéré que le territoire de référence du Port autonome de Liège (PAL) était constitué par sa sphère d'activités géographique et présentait globalement des besoins identifiés sur base des demandes non satisfaites au cours de l'année 2001, d'une part, des concessions réalisées ces dix dernières années, et du solde disponible d'autre part;

Considérant que l'étude d'incidences a établi que les besoins se situaient entre 100 et 300 hectares; qu'elle conforte l'analyse initiale du Gouvernement : tant la pertinence de la délimitation du territoire de référence que l'existence des besoins socio-économiques de ce territoire, dans l'horizon de temps défini par le gouvernement, ont été confirmés;

Considérant que le CWEDD met en doute cette évaluation des besoins et sa vérification par l'auteur de l'étude d'incidences; qu'il regrette que cette évaluation soit exclusivement fondée sur les données fournies par le PAL, à partir des seuls parcs que celui-ci gère actuellement;

Considérant, d'autre part, que la CRAT attire l'attention sur le fait que le Schéma de développement économique de Liège, en cours d'élaboration, devra intégrer nécessairement la problématique de la voie d'eau et qu'il lui reviendra de déterminer les sites qu'il convient de privilégier dans cette perspective;

Validation du projet

Considérant que l'arrêté du Gouvernement du 18 octobre 2002 était fondé sur la considération que le transport fluvial connaît en Wallonie une nette augmentation d'activité, celle-ci étant passée de 22 millions de tonnes chargées et déchargées en 1990 à près de 35 millions de tonnes en 2000, soit une progression de près de 60 %; que les évolutions dans le transport de marchandises et principalement le transport de conteneurs font apparaître de nouvelles potentialités pour le trafic fluvial au delà de son activité classique de transport de produits pondéreux; que les ports fluviaux, par nature, doivent être implantés le long de voies d'eau, aux endroits les plus appropriés à l'exercice de leur fonction de nœud de communication, telle qu'elle est définie par le SDER;

Considérant que l'étude d'incidences a estimé que l'option de l'avant-projet de plan modificatif était, compte tenu de l'ampleur des besoins qu'il avait identifiés dans la sphère d'activités géographique du Port autonome de Liège, fondée en ce qu'il visait l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 23 hectares actuellement inscrits en zone d'aménagement différé à caractère industriel au plan de secteur de Liège, en vue de permettre l'accueil d'activités industrielles ou commerciales qui généreront un trafic fluvial important; que, de plus, il y avait lieu de prendre simultanément en considération, pour l'examen de la pertinence des réponses apportées par le projet aux besoins du PAL, la volonté du Gouvernement wallon d'inscrire quelque 15 hectares en zone d'activité économique industrielle à Visé (Navagne), à réserver aux activités générées par le Port autonome, ce qui portait à 38 hectares la superficie des nouveaux espaces consacrés à de telles activités;

Considérant qu'en conséquence, le Gouvernement a confirmé son option dans l'arrêté du 18 septembre 2003;

Examen des alternatives de localisation

Considérant que, conformément à l'article 42, alinéa 2, 5° du Code wallon, et au cahier spécial des charges, l'étude d'incidences a procédé à la recherche d'alternatives; que ces alternatives peuvent porter sur la localisation, la délimitation ou encore la mise en œuvre de la zone à inscrire au projet de plan de secteur;

Considérant qu'aucune alternative de localisation n'a été dégagée par l'auteur de l'étude d'incidences;

Examen des alternatives de délimitation et de mises en œuvre

Considérant que l'étude d'incidences a mis en évidence que les inconvénients présentés par la zone en projet pourraient être atténués par une alternative de mise en œuvre en étendant la zone d'activité économique industrielle jusqu'à la connexion vers la place du tige, soit 6,4 hectares de ZAEI supplémentaires, dont 1,5 en dispositif d'isolement, et en prévoyant des mesures d'accompagnement qui imposent des dispositifs d'isolement paysager et l'installation d'un dispositif de réduction des nuisances acoustiques à prévoir tout le long de la voirie de desserte;

Considérant que, dans son arrêté du 18 septembre 2003, le Gouvernement a donc estimé qu'il résultait de cette étude comparative que la solution la meilleure pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Gouvernement consistait à retenir le projet initial, en revoyant son périmètre et en l'accompagnant de mesures de mise en œuvre selon les suggestions formulées par l'auteur de l'étude d'incidences et, dès lors, de retenir comme projet de modification du plan de secteur l'inscription de cette zone selon une délimitation modifiée;

Considérations particulières

Considérant que tant le CWEDD que le CRAT ont, malgré cette modification de la délimitation de la zone émis un avis défavorable sur le projet; qu'ils motivent essentiellement cet avis par les considérations suivantes :

— L'accessibilité au site

Le site de Lanaye ne dispose d'aucun raccordement routier. Les deux propositions de desserte avancées par l'étude d'incidences sont inopportunes : la première engendrerait des nuisances sur les habitants des villages de Lanaye et Nivelles, ce qui impliquerait la réalisation de dispositifs d'isolement importants; la seconde traverserait un site Natura 2000.

— L'alimentation en eau

Le site n'est pas alimenté en eau. Le coût de la réalisation de cette alimentation serait très élevé compte tenu de la nécessité d'étendre le réseau en passant sous l'autoroute E25 et en réalisant un siphon sous la Meuse.

— L'impact paysager

L'important dénivelé entre le site et la rue de Lanaye entraînerait que la vue actuelle sur la Montagne Saint-Pierre sera cachée par les bâtiments industriels à édifier. De plus, un dispositif d'isolement important devrait être créé sur la crête qui fait la séparation entre la ZAE et la zone agricole qui la jouxte.

— Le coût de la mise en œuvre de la zone

La CRAT estime que les coûts d'infrastructures nécessaires à la mise à disposition du site seraient disproportionnés par rapport aux avantages que l'opérateur pourrait en retirer, spécialement du fait que seuls de petites entreprises pourraient s'installer dans la zone.

Le CWEDD fait observer que cette remarque serait encore plus pertinente si l'on décidait de réduire la surface de la zone, ce qui lui paraît indispensable si l'on veut contenir les nuisances qu'elle entraînerait pour les habitants des quartiers de Nivelles et de Lanaye.

Conclusion

Considérant qu'il résulte de ces éléments que le projet devrait faire l'objet d'études complémentaires qui comprendraient une analyse plus précise des impacts sur l'environnement immédiat, et notamment sur les villages de Lanaye et Nivelles et sur le site de la Montagne Saint-Pierre, et permettrait également de vérifier l'adéquation aux besoins en intégrant les données du SDEL;

Considérant que, sans attendre ces éventuelles études complémentaires, il y a lieu de prévoir, dès à présent, la désaffectation de 20 hectares de terrains à la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé et leur réaffectation en zone d'espaces verts, afin de préserver ces sites classés ainsi que la réserve naturelle de la Montagne Saint-Pierre, proposée au statut de site Natura 2000;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements que le présent projet ne répond pas aux objectifs énoncés par l'article 1 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine; qu'en conséquence, le Gouvernement décide de limiter la révision du plan à la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé et à sa réaffectation en zone d'espaces verts;

Après délibération;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte définitivement la révision du plan de secteur de Liège, qui comprend l'inscription, sur le territoire de la ville de Visé (Lixhe) (planches 34/6N, 34/6S et 34/7N); d'une zone d'espaces verts.

Art. 2. La révision est adoptée conformément au plan annexé.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale concernée.
L'avis de la CRAT est publié ci-dessous.

Avis relatif au projet de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Visé (Lanaye), d'une zone agricole, d'un périmètre de réservation pour un tracé routier d'accès à la zone, d'une zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé (Lixhe) (planches 34/6N, 34/6S et 34/7N)

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 6, 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de Développement de l'Espace Régional adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège, notamment modifié par les Arrêtés du Gouvernement des 18 juillet 1996 et 1^{er} avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Visé (Lanaye), d'une zone agricole, d'un périmètre de réservation pour un tracé routier d'accès à la zone, d'une zone d'espaces verts et de la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé (Lixhe) (planches 34/6N, 34/6S et 34/7N);

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 octobre au 20 novembre 2003;

Vu l'avis défavorable du Conseil communal de Visé en date du 17 décembre 2003;

Vu le dossier d'enquête publique transmis le 12 janvier 2004 par Monsieur M. FORET, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement à la Commission Régionale d'Aménagement du Territoire et mis à la disposition des membres de sa section Aménagement normatif;

Vu les situations juridiques et existantes du secteur;

La Commission Régionale d'Aménagement du Territoire émet en date du 12 mars 2004 un avis défavorable à la modification des planches 34/6N, 34/6S et 34/7N du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Visé (Lanaye), d'une zone agricole, d'un périmètre de réservation pour un tracé routier d'accès à la zone, d'une zone d'espaces verts et de la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Lixhe à Visé (Lixhe).

La CRAT assortit son avis des considérations suivantes :

I. Considérations générales

1. La problématique des ports autonomes

La CRAT constate que d'une manière générale, les projets déposés par les ports autonomes posent question.

Contrairement aux intercommunales de développement, les ports autonomes n'ont pu déposer des projets appuyés sur une étude socio-économique préalable, ce qui explique que les études d'incidences qui leur sont consacrées, présentent pour la plupart des lacunes importantes.

Or, la voie d'eau constitue pour la Région wallonne, un atout de développement qu'elle ne peut négliger.

La note du Ministre J. DARAS, distribuée lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 13 janvier dernier concernant « Le Schéma de Développement intégré des Réseaux et Terminaux de Fret en Région wallonne » évoque la nécessité de disposer de terrains mouillés.

Il y est écrit à la page 2 du document :

« La voie d'eau est un atout majeur pour la Wallonie, d'une part parce que le réseau fluvial à grand gabarit irrigue le bassin industriel wallon et le relie au port d'Anvers, de Rotterdam, de Dunkerque et de Zeebrugge (ce qui évite de dépendre d'un seul port) et d'autre part parce qu'il existe le long de la voie d'eau des réserves de capacité.

La voie navigable a donc un rôle primordial à jouer aussi bien pour la liaison avec les ports que pour interconnecter à moindres coûts les différents sites logistiques. (extrait du point 4.2 Le renforcement et l'intégration des réseaux de transports fluviaux et ferroviaires) ».

On peut également lire dans la suite du document :

« 4.3 la réservation de terrains mouillés et embranchés pour l'accueil d'activités logistiques.

Pour pouvoir capter 600.000 TEU, conformément à l'objectif énoncé, il est nécessaire de réserver 1.120 ha pour l'accueil d'activités logistiques (Centres de Distributions Européens...) répartis sur la Wallonie. Ces terrains doivent être des terrains embranchés et/ou mouillés à réserver dans une proportion majoritaire en région liégeoise.

Dans ce scénario, les terminaux qui devraient être privilégiés sont :

- Les terminaux tri-modaux :
 - Le terminal existant de Renory (60.000 TEU)
 - Le terminal de Charleroi Châtelet (140.000 TEU)
- Un terminal actuellement bimodal (rail-route) et prochainement Trimodal
 - Un nouveau terminal situé à Hermalle-sous-Argenteau (150.000 TEU)
- Un quatrième terminal pourrait être envisagé à Tubize.

Ce site permet effectivement la trimodalité (Canal Bruxelles-Charleroi) et se situe à proximité immédiate de la Région Bruxelloise. De plus, l'utilisation du canal depuis Anvers ne suppose un passage que de 7 écluses. Cependant des inconvénients importants devraient être levés : faible tirant d'air sur le canal, trafic voyageurs importants... »

La CRAT estime qu'au travers des réflexions contenues dans ce document, le Ministre J. Daras a jeté les bases d'une réflexion stratégique similaire à celle qui a été menée pour le redéploiement des zones d'activité économique des intercommunales.

Il convient donc, avant d'envisager l'inscription de nouvelles zones d'activité économique le long de la voie d'eau de disposer d'un inventaire de toutes les zones d'activité économique et de toutes les zones d'aménagement différé à caractère industriel existantes, d'analyser leur situation par rapport au choix des terminaux et de voir si certaines ne doivent pas être désaffectées au profit d'autres sites.

De plus, en ce qui concerne la région liégeoise, la CRAT attire l'attention sur le fait que le Schéma de développement de l'espace Liégeois en cours d'élaboration devra intégrer nécessairement la problématique du développement de la voie d'eau. Il lui reviendra le soin de déterminer les sites qu'il conviendra de privilégier.

Enfin, la CRAT estime que dans un souci du respect du prescrit de l'article 1^{er} du CWATUP, la prescription supplémentaire R1.2 doit être d'application sur toutes les zones d'activité économique situées le long d'une voie d'eau navigable, à savoir :

« Seules des entreprises dont l'acheminement des matières premières ou des produits finis se fait par la voie d'eau et les entreprises qui leur sont auxiliaires, peuvent être autorisées dans la zone d'activité économique industrielle *R1.2 ».

2. Le site de Lanaye

La CRAT justifie également son avis défavorable par le fait que :

1° Le site de Lanaye ne dispose d'aucun raccordement routier.

Deux propositions de desserte sont avancées dans l'étude d'incidences. Le premier longe le quai depuis le futur rond-point de Lixhe et le second est envisagé via la rive gauche.

La CRAT réfute les deux propositions dans la mesure où il est inopportun de construire une route en bordure de l'eau car cela paralyse les activités du quai.

Quant à la seconde proposition, elle présente le désavantage de traverser un site Natura 2000..

2° Le site n'est pas alimenté en eau. Son alimentation ne pourrait se faire que par l'extension du réseau en passant par l'autoroute E 25 et par la construction d'un siphon sous la Meuse.

3° L'existence d'un dénivelé important entre le site envisagé et la rue de Lanaye aura pour conséquence que la vue actuelle sur la Montagne St Pierre sera cachée par les bâtiments industriels. Cela nécessitera de plus la création d'un dispositif d'isolement important sur la crête qui fait la séparation entre la zone d'activité économique industrielle et la zone agricole.

4° La disposition des lieux ne permettra que l'implantation de petites entreprises.

La CRAT estime que les coûts d'infrastructures seront disproportionnés par rapport aux avantages que le PAL pourrait dégager de ce site.

5° La CRAT attire l'attention sur une erreur de cartographie relative à la zone d'espaces verts inscrite en bordure de la zone d'activité économique industrielle où est implantée l'entreprise CBR. Des fours de CBR sont repris dans cette zone d'espaces verts.

II. Considérations particulières

Vu l'ampleur du dossier d'enquête et le délai donné à la CRAT il ne lui a pas été possible de prendre en compte les réclamations de l'enquête publique ni de dresser la liste des réclamants.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2004/27119]

22. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Beendigung des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans Lüttich zwecks Eintragung eines Industriegewerbegebiets in Visé (Lanaye) und der endgültigen Verabschiedung der partiellen Stilllegung des Industriegewerbegebiets von Lixhe in Visé (Karte 34/6N, 34/6S und 34/7N)

Die Wallonische Regierung,

Auf Grund des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere Art. 22, 23, 30, 35, 37, 41 bis 46 und 115;

Auf Grund des Entwicklungsschemas des regionalen Raums (SDER), das von der Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedet wurde;

Auf Grund des Erlasses des Wallonischen Regionalrats vom 26. November 1987 über die Schaffung des Sektorenplans Lüttich, u.a. geändert durch die Erlasse der Regierung vom 18. Juli 1996 und dem 1. April 1999;

Auf Grund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002 über den Entschluss zur Revision des Sektorenplans Lüttich sowie über die Verabschiedung des Vorentwurfs zur Änderung des Plans zwecks Eintragung eines Industriegewerbegebiets in VISE (Lanaye) und der partiellen Stilllegung des Industriegewerbegebiets von Lixhe in Visé (Karte 34/6N, 34/6S und 34/7N);

Auf Grund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003 über die Verabschiedung des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich zwecks Eintragung eines Industriegewerbegebiets in VISE (Lanaye) und der partiellen Stilllegung des Industriegewerbegebiets von Lixhe in Visé (Karte 34/6N, 34/6S und 34/7N);

Auf Grund der Einsprüche und Anmerkungen, die im Laufe der öffentlichen Umfrage zwischen dem 7. Oktober und dem 20. November 2003 in Visé vorgebracht wurden und sich um folgende Bereiche drehen:

- wichtige öffentlich diskutierte Optionen im Hinblick auf eine großflächige regionale Raumplanung innerhalb des Bezugsgebiets sowie das Konzept der nachhaltigen Entwicklung;
- Anfechtung der Sachdienlichkeit des Entwurfs, dessen wirtschaftlicher Auswirkungen und der angeblich geschaffenen Arbeitsplätze;
- Nutzung der Wasserstraße;
- Umsetzung des Gebiets;
- Entwicklung des Tourismus;

- Denkmäler und geschützte Standorte;
- Auswirkungen auf Sachgüter und Kulturerbe;
- Mobilität und Zugänglichkeit am bzw. zum Standort;
- Auswirkungen des Entwurfs auf die Landwirtschaft;
- landschaftliche Beeinträchtigung und Auswirkungen auf Fauna und Flora;
- Wasservorschriften;
- Beeinträchtigungen und Auswirkungen im Zusammenhang mit der Umgebung und der Sicherheit der Anwohner;
- internationale und regionale Zusammenarbeit;

Auf Grund der negativen Stellungnahme des Gemeinderats Visé vom 17. Dezember 2003;

Auf Grund der negativen Stellungnahme zur Revision des Sektorenplans Lüttich zwecks Eintragung eines Industriegewerbegebiets in Visé (Lanaye), einer Agrarzone, eines reservierten Bereiches für eine in das Gebiet führende Straße und der partiellen Stilllegung des Industriegewerbegebiets von Lixhe in Visé (Lixhe), die der CRAT am 12. März 2004 abgab;

Auf Grund der negativen Stellungnahme des Wallonischen Umweltrats für nachhaltige Entwicklung vom 4. März 2004;

Validierung der Inzidenzstudie

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Beschluss vom 18. September 2003 der Auffassung war, die Inzidenzstudie umfasse sämtliche zur Bewertung von Zweckmäßigkeit und Angemessenheit des Projekts erforderlichen Aspekte, und sie infolgedessen als vollständig beurteilt hat;

In der Erwägung, dass der CWEDD die Qualität der Studie des Autors als mittelmäßig bezeichnet; dass er das Fehlen einer objektiven Bedarfsevaluierung, zu wenig fundierte und gelegentlich wenig überzeugende Behauptungen sowie im Allgemeinen eine unzureichende Berücksichtigung von Aspekten bemängelt, die der Durchführung des Projekts scheinbar entgegenstehen;

Angemessenheit des Projekts im Hinblick auf den Bedarf

In der Erwägung, dass das ursprüngliche Ziel der Regierung darin bestand, schnellstmöglich den für gewerbliche Aktivitäten bis 2010 geschätzten erforderlichen Raum zu schaffen;

In der Erwägung, dass die Regierung durch den oben genannten Erlass vom 18. Oktober 2002 - auf Grundlage eines Berichts der DGEE vom 23. November 2001 und der daraus von ihr abgeleiteten Untersuchung - der Auffassung war, dass das Bezugsgebiet des Port Autonome Liège (PAL) durch seinen geografischen Wirkungskreis gebildet worden sei und insgesamt einen Raumbedarf aufweise, der sich einerseits aus einer nicht befriedigten Nachfrage aus dem Jahr 2001 beziehungsweise aus Konzessionen der letzten zehn Jahre und andererseits aus dem verfügbaren Rest ergebe;

In der Erwägung, dass die Inzidenzstudie den Bedarf zwischen 100 und 300 Hektar ansiedelte; dass diese Studie die anfängliche Untersuchung der Regierung untermauert und dabei sowohl die sachdienliche Eingrenzung des Bezugsgebiets als auch das Vorhandensein eines sozioökonomischen Bedarfs für diese Zone bestätigt wurden, und zwar im Rahmen des von der Regierung festgelegten Zeitraums;

In der Erwägung, dass der CWEDD diese Bedarfsevaluierung und deren Überprüfung durch den Autor der Inzidenzstudie anzweifelt; dass er bedauert, dass diese Evaluierung ausschließlich auf den Angaben des PAL auf Grundlage der derzeit von diesem bewirtschafteten Gebiete beruht;

In der Erwägung, dass der CRAT auf die Tatsache verweist, dass im derzeit ausgearbeiteten Schema zur wirtschaftlichen Entwicklung Lüttichs unbedingt die Problematik im Zusammenhang mit der Wasserstraße aufzugreifen und die für diese Perspektive zu bevorzughenden Standorte in ihm festzulegen seien;

Validierung des Projekts

In der Erwägung, dass der Erlass der Regierung vom 18. Oktober 2002 auf der Überlegung beruhte, dass die Binnenschifffahrt in Wallonien einen starken Zuwachs verzeichnet hat, wobei die Zahl der ver- und entladenen Tonnen von 22 Millionen im Jahre 1990 auf fast 35 Millionen im Jahre 2000 angestiegen ist, was einem Wachstum von fast 60% entspricht; dass diese Entwicklungen beim Warentransport und in erster Linie der Containertransport der Binnenschifffahrt neue Perspektiven eröffnen, die über den klassischen Schwerguttransport hinausgehen; dass Binnenhäfen auf Grund ihrer Beschaffenheit an Wasserstraßen beziehungsweise an den zur Erfüllung ihrer Drehscheibenfunktion - so wie diese laut SDER definiert wird - bestgeeigneten Orten liegen müssen;

In der Erwägung, dass die Inzidenzstudie die Option des Vorentwurfs zu einem Änderungsplan auf Grund des im geografischen Wirkungskreis des Port Autonome Liège ermittelten Raumbedarfs als begründet beurteilt hat, insofern dies die Eintragung eines Industriegewerbegebiets von 23 Hektar betrifft - die im Sektorenplan Lüttich gegenwärtig als Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter ausgewiesen sind -, um dort Industrie- oder Handelsunternehmen anzusiedeln, die einen erheblichen Anstieg der Binnenschifffahrt bewirken werden; dass zur Untersuchung der Sachdienlichkeit der im Entwurf für den Bedarf des PAL vorgeschlagenen Lösungen auch der Wille der Wallonischen Regierung zu berücksichtigen war, etwa 15 Hektar als Industriegewerbegebiet in Visé (Navagne) auszuweisen, die für die Aktivitäten des Autonomen Hafens zu reservieren seien, wodurch die Fläche der für diese Aktivitäten vorzusehenden neuen Gebiete auf 38 Hektar ansteigt;

In der Erwägung, dass die Regierung ihre Option folglich im Erlass vom 18. September 2003 bekräftigt hat;

Untersuchung alternativer Standorte

In der Erwägung, dass in der Inzidenzstudie gemäß Art. 42 Abs. 2 Punkt 5 des Wallonischen Gesetzbuchs und dem Sonderlastenheft nach alternativen Standorten gesucht wurde; dass sich diese Alternativen um Lokalisierung, Eingrenzung oder Umsetzung der in den Entwurf zum Sektorenplan einzufügenden Zone drehen können;

In der Erwägung, dass vom Autor der Inzidenzstudie keine Standortalternative ermittelt wurde;

Untersuchung alternativer Standorte und Umsetzungen

In der Erwägung, dass aus der Inzidenzstudie hervorgeht, dass die Nachteile der Projektzone durch eine alternative Umsetzung entscheidend abgemildert werden könnten, wobei das Industriegewerbegebiet bis zum Anschluss an den Place du Tige erweitert wird (d.h. weitere 6,4 Hektar für ein Industriegewerbegebiet, davon 1,5 für Abtrennvorrichtungen) und Begleitmaßnahmen vorgesehen werden, die Vorrichtungen zur Abgrenzung von der Landschaft und die Errichtung einer Lärmschutzwand entlang der Verkehrsverbindung vorschreiben;

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Erlass vom 18. September 2003 der Auffassung war, ihre Ziele könnten laut Vergleichsstudie am besten durch Berücksichtigung des ursprünglichen Projekts erreicht werden, indem gemäß den Vorschlägen des Autors der Inzidenzstudie der Projektbereich geändert und mit Durchführungsmaßnahmen versehen sowie als Entwurf zur Änderung des Sektorenplans die Eintragung dieser Zone nach einer geänderten Eingrenzung berücksichtigt werde;

Besondere Überlegungen

In der Erwägung, dass der CWEDD und der CRAT trotz der geänderten Eingrenzung des Gebiets eine negative Stellungnahme zu diesem Entwurf abgegeben haben; dass sie diese Stellungnahme insbesondere mit folgenden Überlegungen begründen:

— Zugänglichkeit zum Standort

Der Standort Lanaye verfügt über keinen Anschluss ans Straßennetz. Die beiden Vorschläge der Inzidenzstudie für eine Verbindungsstraße sind unangemessen: der erste Vorschlag würde zu einer Beeinträchtigung der Einwohner der Dörfer Lanaye und Nivelles führen, was die Errichtung großer Lärmschutzwände erforderte; beim zweiten Vorschlag würde ein Natura 2000-Standort durchquert.

— Wasserversorgung

Der Standort besitzt keine Wasserversorgung. Die Kosten zur Einrichtung einer solchen Versorgung wären sehr hoch, zumal die Erweiterung des Netzes unter der Autobahn E25 verlaufen und ein Siphon unter der Maas gebaut werden müsste.

— Beeinträchtigung der Landschaft

Durch den großen Höhenunterschied zwischen dem Standort und der rue de Lanaye würde der derzeitige Blick auf den Montagne Saint-Pierre durch Industriegebäude versperrt. Außerdem müsste auf dem Kamm, der das Gewerbegebiet und die angrenzende Agrarfläche voneinander trennt, eine große Abtrennvorrichtung errichtet werden.

— Kosten für die Umsetzung des Gebiets

Nach Auffassung des CRAT stehen die zur Umsetzung des Standorts erforderlichen Infrastrukturkosten in keinem Verhältnis zu den Vorteilen, die dem Betreiber hierdurch entstehen, was insbesondere auch darauf zurückzuführen ist, dass sich in diesem Gebiet nur kleine Unternehmen niederlassen könnten.

Der CWEDD verweist darauf, dass diese Ansicht an Bedeutung gewinne, falls die Fläche des Gebiets verringert werde, was seiner Auffassung nach unumgänglich zu sein scheint, sofern die Beeinträchtigungen durch die Zone für die Einwohner von Nivelles und Lanaye verringert werden sollen.

Schlussbestimmungen

In der Erwägung, dass aus diesen Aspekten hervorgeht, dass der Entwurf Gegenstand weiterer Studien sein müsste, die eine präzisere Untersuchung der unmittelbaren ökologischen Auswirkungen umfassen, insbesondere im Hinblick auf die Dörfer Lanaye und Nivelles und den Standort Montagne Saint-Pierre, sowie eine Überprüfung der Angemessenheit des Bedarfs durch Berücksichtigung der Daten aus dem SDEL (Schema zur Entwicklung des Raums Lüttich) ermöglichen würde;

In der Erwägung, dass es - ohne diese etwaigen zusätzlichen Studien abzuwarten - angebracht ist, ab sofort die Stilllegung von 20 Hektar des Industriegewerbegebiets von Lixhe in Visé und deren Neuausweisung in Grünzonen vorzusehen, um diese geschützten Standorte und das als Natura 2000-Standort vorgeschlagene Naturschutzgebiet Montagne Saint-Pierre zu erhalten;

In der Erwägung, dass sich aus diesen Entwicklungen ergibt, dass der vorliegende Entwurf nicht den unter Art. 1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe aufgeführten Zielen gerecht wird; dass die Regierung infolgedessen beschließt, die Revision des Plans auf die partielle Stilllegung des Industriegewerbegebiets von Lixhe in Visé und dessen Neuausweisung in Grünzonen zu beschränken;

Nach Beratung,

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung, Städtebau und Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet endgültig die Revision des Sektorenplans Lüttich, die in der Gemarkung Visé (Lixhe) (Karte 34/6N, 34/6S und 34/7N) die Eintragung vorsieht von:

— einer Grünzone.

Art. 2 - Die Revision wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

Art. 3 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, 22. April 2004.

Der Ministerpräsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister für Raumordnung, Städtebau und Umwelt
M. FORET

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes, und bei der betroffenen Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

Das Gutachten des CRAT ist hiernach veröffentlicht.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2004/27119]

22 APRIL 2004. — **Besluit van de Waalse Regering tot beëindiging van de procedure tot herziening van het gewestplan van Luik met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte te Visé (Lanaye) en tot definitieve goedkeuring van de gedeeltelijke desaffectatie van de industriële bedrijfsruimte van Lixhe te Visé (bladen 34/6N, 34/6S en 34/7N)**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, o.a. de artikelen 22, 23, 30, 35, 37, 41 tot 46 en 115;

Gelet op het Schéma de développement de l'espace régional (SDER) goedgekeurd door de Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot vaststelling van het gewestplan van Luik, o.a. gewijzigd door de besluiten van de Regering van 18 juli 1996 en 1 april 1999;

Gelet op het besluit van de Regering van 18 oktober 2002 tot beslissing van de herziening van het gewestplan van Luik en tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van plan met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte te Visé (Lanaye) en de gedeeltelijke desaffectatie van de industriële bedrijfsruimte van Lixhe te Visé (Lixhe) (platen 34/6N, 34/6S en 34/7N);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003 tot goedkeuring van het ontwerp ter herziening van het gewestplan van Luik met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte te Visé (Lanaye) en de gedeeltelijke desaffectatie van de industriële bedrijfsruimte van Lixhe te Visé (Lixhe) (platen 34/6N, 34/6S en 34/7N);

Gelet op de klachten en opmerkingen geformuleerd tijdens het openbare onderzoek dat werd gevoerd te Visé tussen 7 oktober 2003 en 20 november 2003, aangaande volgende thema's :

- grote openbare macroruimtelijke opties van Gewestelijke aanleg binnen het referentiegebied en het begrip duurzame ontwikkeling;
- betwisting van de relevantie van het ontwerp, van zijn economische impact en de tewerkstelling die het mogelijk kan genereren;
- gebruik van de waterweg;
- toepassing van het gebied;
- ontwikkeling van het toerisme;
- monumenten en geklasseerde sites;
- impact op de materiële goederen en op het erfgoed;
- mobiliteit op en de toegankelijkheid van de site;
- impact van het ontwerp op de landbouwfunctie;
- impact op het landschap en de effecten op fauna en flora;
- waterbeheer;
- de overlast en de effecten op het levenskader en de veiligheid van de inwoners;
- de internationale en regionale samenwerking;

Gelet op het ongunstige advies van het gemeentebestuur van Visé van 17 december 2003;

Gelet op het ongunstige advies inzake de herziening van het gewestplan van Luik met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte te Visé (Lanaye), van een landbouwgebied, van een reserveringsomtrek voor een toegangstracé over de weg naar het gebied en de gedeeltelijke desaffectatie van de industriële bedrijfsruimte van Lixhe te Visé (Lixhe), uitgebracht door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening op 12 maart 2004;

Gelet op het ongunstige advies uitgevaardigd door de CWEDD Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement Durable (tegenhanger Vlaamse MiNa-raad) op 4 maart 2004;

Validatie van het milieueffectenrapport

Overwegende dat, in haar beslissing van 18 september 2003, de Regering heeft gemeend dat in het milieueffectenrapport alle elementen stonden die noodzakelijk waren voor de beoordeling van de opportuniteit en de afstemming van het ontwerp, en heeft het als dusdanig als volledig beschouwd;

Overwegende dat de CWEDD meent dat de auteur een studie van matige kwaliteit heeft afgeleverd; dat hij de afwezigheid van een objectieve behoefteanalyse betreurt, net als de te weinig gestaafde, en dikwijls weinig geloofwaardige beweringen, en meer algemeen, onvoldoende rekening te hebben gehouden met de elementen die lijken in te gaan tegen de uitvoering van het ontwerp;

Afstemming van het ontwerp op de behoeften

Overwegende dat het de initiële doelstelling van de Regering was op korte termijn een antwoord te vinden voor de behoefte aan ruimte die noodzakelijk is voor de economische activiteit naar het jaar 2010 toe;

Overwegende dat op basis van een op 23 november 2001 door de Direction générale de l'économie et de l'emploi opgesteld verslag en de analyse die zij ervan heeft gemaakt, de Regering, via haar reeds vermelde besluit van 18 oktober 2002, heeft gemeend dat het referentiegebied van de Port autonome de Liège (PAL) (Haven van Luik) was samengesteld via zijn geografische activiteitsfeer en globaal gezien behoeften vertoonde, die op basis van in de loop van 2001 niet voldane aanvragen enerzijds, en op basis van de laatste tien jaar gerealiseerde concessies en het beschikbare saldo anderzijds waren geïdentificeerd.

Overwegende dat het milieueffectenrapport heeft aangetoond dat de behoeften tussen de 100 en 300 hectares liggen; dat het de initiële analyse van de Regering bevestigt; zowel de relevantie van de afbakening van het referentiegebied, als het bestaan van de socio-economische behoeften van dit gebied binnen het door de Regering omliggende tijdsbestek, werden bevestigd;

Overwegende dat de CWEDD deze behoefte-evaluatie in twijfel trekt; dat hij betreurt dat deze evaluatie uitsluitend is gebaseerd op de door de PAL verstrekte gegevens, enkel vanaf de parken die hij momenteel beheert;

Overwegende anderzijds dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening de aandacht trekt op het feit dat het Schema van de economische ontwikkeling van Luik, waar momenteel wordt aan gewerkt, absoluut rekening zal moeten houden met de problematiek van de waterweg en dat het aan de Commissie zal zijn om de sites te bepalen die in dat perspectief moeten worden geprivilegieerd;

Validatie van het ontwerp

Overwegende dat het besluit van de Regering van 18 oktober 2002 gebaseerd was op de overweging dat het vervoer over de waterweg in Wallonië gevoelig is toegenomen : van 22 miljoen ton gelost en geladen in 1990 naar 35 miljoen in 2000, wat een groei van bij 60 % betekent; dat de evoluties van het goederenvervoer en vooral het containervervoer nieuwe mogelijkheden openen voor het vervoer over de waterweg, naast het klassieke vervoer van massagoederen; dat de rivierhavens door hun aard, langs waterwegen moeten worden ingepland, op plaatsen die het meest geschikt zijn als verkeersknooppunt, zoals bepaald is in het SDER;

Overwegende dat het milieueffectenrapport heeft gemeend dat de optie van het voorontwerp van het wijzigingsplan, gelet op de omvang van de behoeften die het in de geografische activiteitsfeer van de PAL had geïdentificeerd, gegrond was wat de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte van 23 hectare betreft, momenteel in het gewestplan van Luik ingeschreven als gebied met industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, om industriële of commerciële activiteiten te kunnen ontvangen die een aanzienlijk vervoer over de waterweg zullen genereren; dat er bovendien gelijktijdig rekening dient te worden gehouden, voor het onderzoek van de relevantie van de door het ontwerp aangereikte antwoorden op de behoeften van de PAL, met de wil van de Waalse Regering zo'n 15 hectare in te schrijven als industriële bedrijfsruimte te Visé (Navagne), voor te behouden aan de door de haven gegenereerde activiteiten, wat de oppervlakte nieuwe ruimtes die voor dat soort activiteiten is voorbestemd op 38 hectares brengt;

Overwegende bijgevolg, dat de Regering haar optie in het besluit van 18 september 2003 heeft bevestigd;

Onderzoek van de alternatieve locaties

Overwegende dat, conform artikel 42, alinea 2, 5° van het Waalse wetboek, en het speciale lastenboek, het milieueffectenrapport op zoek is gegaan naar alternatieven; dat die alternatieven kunnen slaan op de lokalisatie, de afbakening of nog de toepassing van het in het ontwerp van het gewestplan in te schrijven gebied;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenrapport er geen enkel alternatieve lokalisatie heeft in vermeld.

Onderzoek van de alternatieven afbakeningen en toepassingen

Overwegende dat het milieueffectenrapport heeft aangetoond dat de nadelen verbonden aan het ontwerpgebied gedeeltelijk zouden kunnen worden opgevangen door een alternatieve toepassing waarbij de industriële bedrijfsruimte zou worden uitgebreid tot aan de verbinding richting Place du Tige. Dit betekent 6,4 hectare bijkomende industriële bedrijfsruimte waarvan 1,5 in afzonderingsinfrastructuur. Voorts worden ook begeleidende maatregelen voorzien die afzonderingsinfrastructuur voor het landschap en geluidswerende installatie tegen geluidsoverlast langs de toegangswegen opleggen;

Overwegende dat de Regering, in haar besluit van 18 september 2003, dus heeft gemeend dat uit deze vergelijkende studie is gebleken dat de beste oplossing om de doelstellingen van de Regering te halen, erin bestond voor het initiële project te opteren, na herziening van de oppervlakte, en na het uitvoeren van de door de auteur van het milieueffectenrapport voorgestelde begeleidende toepassingsmaatregelen, en als ontwerp tot wijziging van het gewestplan te opteren voor de inschrijving van dit gebied volgens een gewijzigde afbakening;

Bijzondere overwegingen

Overwegende dat zowel de CWEDD als de CRAT een ongunstig advies over het ontwerp hebben verleend, ondanks de wijziging van de afbakening van het gebied; dat ze hun advies vooral motiveren met volgende overwegingen :

— De bereikbaarheid van de site

De site van Lanaye heeft geen enkele verbinding over de weg. De twee voorstellen tot ontsluiting uit het milieueffectenrapport zijn niet geschikt; het eerste zou voor overlast zorgen voor de inwoners van de dorpen Lanaye en Nivelles, wat zou leiden tot het uitvoeren van aanzienlijke afzonderingswerken; het tweede zou door de site Natura 2000 lopen.

— De waterbevoorrading

Op de site is er geen wateraansluiting. De kosten voor de realisatie ervan zouden hoog oplopen gelet op de noodzaak het netwerk uit te breiden via een weg onder de autosnelweg E25 en door de aanleg van een sifon onder de Maas.

— Impact op het landschap

Het aanzienlijke hoogteverschil tussen de site en de straat « rue de Lanaye » zou ertoe leiden dat het uitzicht op de Montagne Saint-Pierre zou verdwijnen achter de op te richten industriële gebouwen. Bovendien zou een aanzienlijke afzonderingsinfrastructuur moeten worden aangelegd op de bovenrand die de scheiding vormt tussen de bedrijfsruimte en het aanpalende landbouwgebied.

— De kosten van de toepassing van het gebied

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat de infrastructuurkosten die noodzakelijk zijn voor de terbeschikkingstelling van de site niet in verhouding zouden staan tot de voordelen die de operator eruit zou kunnen halen, vooral omdat enkel kleine ondernemingen zich in het gebied zouden kunnen vestigen.

De CWEDD wijst erop dat deze opmerking nog relevanter zou zijn indien zou worden beslist de oppervlakte van het gebied te verminderen, wat hem onontbeerlijk lijkt indien men de overlast voor de inwoners van Nivelles en Lanaye binnen de perken wil houden.

Besluit

Overwegende dat uit deze elementen blijkt dat het ontwerp het voorwerp zou moeten uitmaken van bijkomende studies, met o.a. een meer nauwkeurige analyse van de impact op de onmiddellijke omgeving, en o.a. op de dorpen Lanaye en Nivelles en op de site van de Montagne Saint-Pierre, die het tevens mogelijk zou maken de gepastheid aan de behoeften na te kijken waarbij rekening wordt gehouden met de gegevens van het SDEL (Schéma de Développement de l'Espace Liégeois);

Overwegende dat, zonder die eventuele bijkomende studies af te wachten, er nu reeds moet worden voorzien om de bestemming van 20 hectare industriële bedrijfsruimte van Lixhe te Visé te wijzigen en om te vormen tot groengebied, om die geklasseerde sites te vrijwaren, net zoals het natuurreservaat van de Montagne Saint-Pierre, die als Natura 2000 site werd voorgedragen;

Overwegende dat uit het geheel van die ontwikkelingen blijkt dat het voorliggende ontwerp niet voldoet aan de onder artikel 1 van het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium opgesomde doelstellingen; dat de Regering bijgevolg beslist de herziening van het plan tot gedeeltelijke desaffectatie van de industriële bedrijfsruimte van Lixhe te Visé in een groengebied te beperken.

Na beraadslaging,

Op voorstel van de Minister van ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt definitief de herziening van het gewestplan van Luik goed, die de inschrijving inhoudt, op het grondgebied van de stad Visé (Lixhe) (platen 34/6N, 34/6S en 34/7N);

— van een groengebied

Art. 2. De herziening wordt conform het bijgevoegde plan goedgekeurd.

Art. 3. De Minister van ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-president,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van ruimtelijke ordening, stedenbouw en milieu,
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.